

*ALLOCUTION DE LA FRANCE*

*AU DEBAT GENERAL ANNUEL DE L'ASSEMBLEE GENERALE*

*PRESIDENT FRANCOIS HOLLANDE*

*28 SEPTEMBRE 2015*

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames, Messieurs,

Notre organisation, l'ONU, célèbre son 70e anniversaire. Des progrès immenses ont été accomplis depuis cette création, celle d'une institution chargée de maintenir la paix. Elle y est parvenue dans de nombreuses occasions. Et pourtant, 70 ans après, il y a toujours des drames, des tragédies, des conflits et des guerres. Et le monde doit une fois encore relever des défis considérables. Lesquels aujourd'hui ? Des centaines de milliers - des millions même - de réfugiés qui fuient au Moyen-Orient, en Afrique, dans l'espoir d'une protection ou tout simplement de sauver leur propre vie. Il y a le terrorisme qui frappe les populations civiles et aucun pays n'est à l'abri de ce fléau.

Et puis il y a des conflits qui demeurent sans règlement depuis des années et des années alors même que l'on sait qu'ils sont susceptibles de dégénérer à tout instant – je pense au Proche-Orient. Et puis pendant ce temps-là, il y a des catastrophes, des tsunamis, des tremblements de terre, des îles qui vont bientôt disparaître, des côtes qui sont recouvertes, des glaciers qui fondent ; ce sont les dérèglements climatiques.

Face à ces défis, chacun à son niveau doit prendre ses responsabilités. La France, dans beaucoup de domaines, ne refuse jamais son concours. Mais la France a voulu accueillir la Conférence sur le climat, sans doute parce qu'elle avait conscience qu'un échec terrible s'était produit à Copenhague et qu'il fallait cette fois-ci prendre la bonne décision : une décision qui ne peut être que celle de la communauté internationale dans son ensemble.

Alors nous devons à Paris, nous poser une seule question : l'humanité – ce que nous sommes – est-elle capable de prendre la décision de préserver la vie sur la planète ? Oui, rien que cette question-là nous place à une hauteur que l'on n'avait jamais pu imaginer dans notre génération. On me dira : « mais, cela peut être plus tard, peut-être à une autre conférence ! » Je vous l'assure ici et je vous l'affirme tout net : si ce n'est pas à Paris, ce sera trop tard pour le monde.

Les choses, depuis plusieurs mois ont bien avancé et des déclarations très fortes ont été émises par les pays qui étaient justement ceux qui étaient les plus responsables du réchauffement climatique – je pense notamment aux deux grands pays émetteurs, les Etats-Unis et la Chine, qui ont pris des engagements qui contribuent à changer la donne. Il y a eu

aussi de nombreux appels venant de tous les continents pour insister sur la gravité, sur l'urgence, en donnant des témoignages précis de ce qu'était concrètement, aujourd'hui déjà, le réchauffement climatique.

Il y a aussi des pays qui jusque-là étaient réticents – je pense aux pays en développement – qui se posaient cette question : est-ce vraiment utile de s'imposer ces contraintes alors que les pays les plus développés se sont affranchi de ces règles et de ces obligations ? Aujourd'hui, si l'on me demande un pronostic - et on me le demande souvent - je dis que rien n'est gagné pour l'accord à Paris, mais qu'en même temps, tout reste possible.

Je vois trois conditions qui nous permettront de dire si la Conférence de Paris a été véritablement un succès, digne de nous, digne de ce que vous nous avez confié en nous demandant d'accueillir cette conférence. La première condition, c'est de pouvoir conclure un accord universel, général pour le monde, contraignant et différencié pour que chacun puisse faire sa part et pas davantage. A ce jour, quatre-vingt-dix Etats - la moitié donc de ceux qui siègent aux Nations Unies - ont remis leur contribution nationale, ce qui représente – et c'est déjà considérable – 80% des émissions de gaz à effet de serre. Cela veut dire qu'une moitié du monde n'a pas encore répondu et je vous invite donc à le faire et à le faire vite, pour que nous puissions mesurer déjà ce qu'avec les contributions de chaque Etat, nous pouvons assurer au monde comme limite au réchauffement climatique.

La deuxième condition qui dira notre succès ou notre échec est d'être capables d'inscrire notre résolution, notre action dans la durée. L'accord de Paris ne devra pas être un aboutissement, une conclusion mais au contraire un point de départ, le début d'un processus. Nous pourrions nous en assurer à travers un mécanisme de révision qui sera intégré à l'accord et qui permettra donc d'évaluer régulièrement, de mesurer périodiquement et même de réviser tous les cinq ans nos contributions nationales. C'est ce qui nous permettra d'être sûrs qu'à la fin du siècle, c'est-à-dire bien au-delà de nous, la planète ne se sera pas réchauffée de plus de deux degrés.

La troisième condition qui marquera l'échec ou le succès, c'est que les pays développés auront à porter des engagements financiers. Je le sais bien, déjà à Copenhague, le chiffre avait été annoncé : 100 milliards de dollars pour assurer le financement de la transition énergétique, l'adaptation, le transfert de technologies. Nous devons rassembler 100 milliards en 2020, mais il faut le dire dès aujourd'hui pour que les pays émergents, les pays en développement puissent être sûrs qu'ils pourront être accompagnés, soutenus, aidés, et qu'il pourra y avoir ce saut, ce partage de technologies.

Cent milliards. Aujourd'hui, l'OCDE est chargée de faire une première estimation. Elle sera produite lors de la réunion de Lima – et je remercie le Président du Pérou de poursuivre l'action qu'il avait engagée lors de la COP 20. Oui, l'OCDE fera une première estimation - nous ne sommes pas encore à 100 milliards. Alors il va falloir d'ici Paris, dans deux mois, continuer à mobiliser la Banque mondiale, les grandes banques de développement, les institutions financières, les Etats, les acteurs privés pour que nous puissions être à 100 milliards. Chacun doit montrer l'exemple et la France n'échappe pas à cette règle qui veut que lorsqu'on est le pays hôte, on doit faire mieux que ses invités, ou en tout cas aussi bien. J'annonce ici que nos financements annuels, les financements annuels de la France pour le climat, qui sont de trois milliards d'euros aujourd'hui, dépasseront cinq milliards en 2020. Et l'augmentation de l'aide ne sera pas simplement des prêts, mais aussi des dons parce que c'est par rapport aux dons - c'est-à-dire ce qui est transféré directement, ce qui n'est pas

remboursé - que l'on pourra favoriser puissamment l'adaptation des pays en développement aux effets du dérèglement climatique.

Si nous sommes en mesure de répondre à ces trois exigences : un accord universel qui peut être révisé et qui le sera tous les cinq ans et avec des financements qui peuvent être à la hauteur de tout ce que nous avons à couvrir comme nouveaux besoins et à engager comme technologies d'avenir, alors oui, nous pourrions dire à Paris, dans deux mois : nous avons été au rendez-vous. Pas simplement au rendez-vous de l'histoire mais au rendez-vous de l'avenir.

C'est bien que la communauté internationale puisse être capable de se projeter et de dire quel monde elle veut – nous l'avons fait pour les Objectifs du Développement Durable – nous devons le faire pour le climat. Mais ce que l'on attend des Nations unies, ce n'est pas simplement – et c'est déjà beaucoup – de faire que le monde soit vivable à la fin du siècle, c'est qu'il soit supportable déjà aujourd'hui alors que des conflits et des guerres nous saisissent de tragédies que l'on n'imaginait plus voir, en 1945, quand furent fondés les Nations unies.

Aujourd'hui, c'est la Syrie qui appelle une fois encore notre mobilisation, notre intervention. Beaucoup m'ont précédé à cette tribune pour en parler. Tous considèrent que c'est une tragédie qui frappe la population syrienne. Tous disent qu'il faut trouver une solution. Alors cherchons ensemble cette solution. Mais d'abord mesurons ce qui n'a pas été fait.

Il y a trois ans, j'étais à cette même tribune et je m'adressais à vous. Il y avait déjà 30 000 victimes du drame syrien ; il y en a aujourd'hui 250 000 ; 12.000 enfants sont morts, victimes du régime de Bachar EL-ASSAD car le drame syrien a commencé avec la révolution qui a voulu mettre en cause une dictature, celle de Bachar EL-ASSAD. A ce moment-là, il n'y avait pas de terroristes, il n'y avait pas de groupes fondamentalistes, il y avait une dictature qui massacrait un peuple. Et les réfugiés, ceux dont on parle aujourd'hui, ceux qui sont dans les camps, les déplacés, ils sont huit millions, cette masse de femmes et d'hommes, d'enfants, n'a pas fui simplement une guerre, elle a fui depuis plus de trois ans le régime de Bachar EL-ASSAD et encore aujourd'hui, c'est ce même régime qui déverse des bombes sur des populations civiles innocentes.

Mais ce n'est pas parce qu'il y a un groupe terroriste qui lui-même massacre, tue, viole, détruit y compris des patrimoines essentiels de l'Humanité, qu'il y aurait pour autant une forme de pardon, d'amnistie pour le régime qui a créé cette situation, comme si le fait d'avoir un groupe terroriste qui commet le pire du mal, serait une façon d'avoir une partie du bien. Non. Ils sont tous, ces femmes, ces hommes, ces enfants, victimes de cette tragédie qui est produite par l'alliance du terrorisme et de la dictature. Aucune solution ne pourra être trouvée hors d'un processus politique.

La France du fait de son histoire et également des liens qui l'unissent à cette région du monde entend prendre ses responsabilités. Elle les a prises, encore récemment, y compris par une action armée, une action de force. La France veut travailler avec tous et elle n'écarte aucun pays, les pays voisins qui sont les plus concernés, les pays du Golfe, mais aussi l'Iran, les pays du Conseil de sécurité membres permanents, mais les Européens également. Nous voulons travailler avec tous ceux qui le voudront.

On me parle d'une coalition. Cette large coalition, elle est possible, elle est même souhaitable, elle est nécessaire pour en terminer avec ce qui se passe en Syrie. Mais cette

coalition doit avoir une base claire ou alors elle ne verra jamais le jour. Cette base a été donnée à Genève il y a plus de trois ans déjà. Et que disait l'accord de Genève ? Un gouvernement de transition doté de pleins pouvoirs, incluant des membres du gouvernement actuel et de l'opposition, à partir d'un consentement mutuel. Voilà la base ! Utilisons-la, avançons. Par rapport à ce malheur qui frappe, j'en vois qui déploient tous leurs efforts diplomatiques pour incorporer Bachar EL-ASSAD dans ce processus. Mais on ne peut pas faire travailler ensemble les victimes et le bourreau : ASSAD est à l'origine du problème ; il ne peut pas faire partie de la solution.

Nous devons donc mettre un terme aux souffrances du peuple syrien mais nous devons aussi, au-delà de cette transition politique qui doit être recherchée, de cette large coalition qui doit être formée, de cette condition qui doit être posée – un nouveau gouvernement capable d'unir tous ceux qui se sont combattus mais sans le dictateur – nous devons aussi penser à tous ces réfugiés. Jusqu'à présent, ces réfugiés étaient dans les pays voisins mais là aussi, la communauté internationale fermait les yeux : c'était loin. Aujourd'hui, ces réfugiés qui n'en peuvent plus, commencent une longue marche. Je rappelais hier, devant cette Assemblée, que 80% des réfugiés dans le monde - réfugiés à cause des guerres, à cause des conflits, à cause du climat, à cause de la pauvreté - sont au Sud. C'est le Sud qui assure la solidarité du Sud. Ce sont souvent les plus démunis qui accueillent les plus pauvres. Alors, à un moment, les réfugiés se mettent en marche et on ne les arrête plus.

Si l'on veut éviter ce que l'on a vu, hélas : des drames, des traversées au risque de la vie des passagers, si l'on veut éviter que des passeurs, des criminels utilisent le désarroi pour enrichir encore les caisses du terrorisme, alors, il nous faut agir.

L'Europe a accueilli des réfugiés venant de Syrie, mais aussi d'Irak, d'Erythrée, du Soudan. C'était son devoir parce que l'Europe s'est fondée autour de valeurs, de principes et le droit d'asile fait partie de ce socle commun qui unit tous les pays européens et qui doit continuer de les unir. Ou alors, ce n'est pas l'Europe telle que nous l'avons voulue.

Mais en même temps que l'Europe doit faire son devoir, le monde doit aider les réfugiés. Qu'avons-nous appris ces derniers jours et ces dernières semaines ? Que le Haut-Commissariat aux Réfugiés n'avait plus les moyens d'assurer, faute de crédits, le soutien et l'aide nécessaires aux populations concernées. Qu'avons-nous appris ? Que le Programme alimentaire mondial n'avait pas les moyens d'assurer, là encore, à tous les réfugiés le niveau de subsistance et d'alimentation indispensable. Qu'avons-nous appris ? Que dans certains pays voisins, les réfugiés ne pouvaient pas travailler.

A partir de là, c'était le cycle tel qu'on pouvait l'imaginer. Si l'on veut inverser, si je puis dire, les flux, si l'on veut retenir les réfugiés au plus près de leur pays d'origine, alors, il nous faut doter davantage le HCR, il nous faut aider les pays voisins : le Liban, la Jordanie, la Turquie, mais aussi en Afrique, aider les pays de transit, aider les pays qui évitent la migration. C'est un grand plan qu'il faut faire à cette occasion, puisque c'est le drame qui nous appelle, pour que nous puissions agir et éviter d'autres drames.

La France fait ce qu'elle peut et doit faire ce qu'elle doit. Par rapport au Programme alimentaire mondial, la France a décidé d'augmenter immédiatement de 100 millions d'euros son appui aux agences des Nations unies dans les pays voisins de la Syrie.

Mesdames et Messieurs, je voulais terminer mon propos pour vous dire que la légitimité d'une organisation comme les Nations unies repose sur la crédibilité. S'il n'y a pas de capacité pour l'ONU de régler des conflits qui durent depuis trop longtemps, s'il n'y a pas de capacité pour l'ONU de régler des drames ou d'apaiser la situation de populations civiles, alors, c'est notre impuissance qui nous condamnera. Ce qui m'amène à penser que si nous voulons que notre Organisation, qui fête donc son 70ème anniversaire, puisse avoir un avenir digne de celui que les fondateurs avaient imaginé, nous n'échapperons pas à une réforme des Nations unies.

La France plaide pour l'élargissement du Conseil de sécurité. La France plaide pour une représentation différente au Conseil de sécurité. La France plaide pour que les continents se retrouvent clairement en responsabilité du monde dans le cadre du Conseil de sécurité. La France veut que les membres permanents du Conseil de sécurité ne puissent plus recourir au droit de veto en cas d'atrocités de masse. Comment admettre que l'ONU, encore aujourd'hui, puisse rester paralysée, lorsque le pire se produit ? Là aussi, montrons l'exemple. Je m'engage ici à ce que la France n'utilise jamais son droit de veto lorsqu'il y a des atrocités de masse.

Le droit de veto, tel qu'il avait été introduit lors de la fondation des Nations unies n'était pas le droit de bloquer. C'était le devoir d'agir. Nous devons agir. Nous pouvons agir. Nous l'avons montré depuis 70 ans. Là, aujourd'hui, nous pouvons agir pour régler les drames d'aujourd'hui et sauver la planète demain. Agissons.